

En Arménie, Moscou met la pression sur Pachinian

Le Kremlin dit avoir obtenu des garanties de l'opposant, qui pourrait être élu premier ministre mardi

MOSCOU - correspondante

De velours, certes, mais une révolution tout de même. Moscou a suivi de près les événements en Arménie qui pourraient aboutir à la nomination, mardi 8 mai, de Nikol Pachinian au poste de premier ministre après trois semaines d'une «révolution de velours» soutenue par des milliers de personnes dans la rue.

L'arrivée sur la scène de cet opposant aux allures de rebelle, avec sa casquette et son tee-shirt treillis, à la tête d'un mouvement de «désobéissance civile» suivi à la lettre par une bonne partie de la population, n'est pas du goût des autorités russes. Le Kremlin, cependant, a opté pour une stratégie prudente face à ces nouvelles turbulences dans son arrière-cour politique, sachant qu'il dispose de nombreux atouts en main.

Des émissaires ont été envoyés à Erevan. «En accord avec le gouvernement», Leonid Kalachnikov, député communiste de la Douma, la Chambre basse du Parlement russe, s'est rendu sur place à la tête d'une délégation. Président de la commission des affaires avec la CEI – la communauté des États indépendants fondée en 1991 avec neuf des quinze anciennes républiques soviétiques –, il a sondé les intentions de l'opposant arménien. «On se souvient comment l'Ukraine s'est transformée en adversaire après avoir été amie, mais j'ai compris que là-bas, ce n'était pas la même chose», raconte-t-il à son retour, dans un café de Moscou.

Les premiers contacts avaient pourtant mal commencé lorsque le sénateur russe Nikolai Ryjkov, ex-président du dernier conseil des ministres sous Gorbatchev, avait qualifié Nikol Pachinian,

Moscou, qui possède une base militaire à Gumri, la deuxième ville du pays, a su faire valoir un atout: la sécurité

lui-même député, d'«idiot [qui] ne parviendra jamais au pouvoir». La bourde a été rattrapée et la réunion, au siège du Parlement arménien, a bien eu lieu le 27 avril. «J'ai parlé avec Pachinian de tous les aspects des relations bilatérales et je lui ai demandé s'il soutenait l'alliance stratégique avec la Russie. A toutes mes questions, j'ai reçu des réponses positives», assure M. Kalachnikov.

«Préoccupé», ce dernier insiste pourtant et rappelle à son interlocuteur ses propos sceptiques sur l'Union économique eurasiatique (UEE) qui lie depuis 2014 l'Arménie, la Biélorussie et le Kazakhstan à la Russie. «Pachinian m'a répondu que c'était pour attirer l'attention sur son efficacité, pas pour en sortir». Selon M. Kalachnikov, des réponses tout aussi «rassurantes» auraient été apportées sur le maintien de l'Arménie dans l'Organisation du traité de sécurité collective, créée en 2002. En septembre 2017, malgré le plan de partenariat individuel avec l'OTAN, signé par Erevan en 2005, l'Arménie avait déjà renoncé aux exercices conjoints menés par l'Alliance atlantique en Géorgie.

La Russie a ainsi exigé, et obtenu, des garanties sur la préservation de ses intérêts économiques, nombreux, dans ce petit pays du Caucase de 3 millions

d'habitants. La délégation n'a pas été la seule active dans ce do-

main. L'ambassadeur russe à Erevan a également reçu M. Pachinian, et Vladimir Poutine s'est lui-même entretenu à plusieurs reprises avec des représentants arméniens, dont le président Armen Sarkissian (sans rapport avec le premier ministre démissionnaire, Serge Sarkissian).

«**Contradiction vitale**»

Moscou, qui possède une base militaire de 4 000 hommes à Gumri, la deuxième ville du pays, a su faire valoir un solide atout: la sécurité. Bien que pourvoyeuse d'armes des deux côtés, la Russie protège en effet l'Arménie dans le conflit qui l'oppose à l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh.

Sur place, à Erevan, les émissaires ont bien été obligés, aussi, de constater que les rapports sur le ressentiment de la population

contre les élites dirigeantes arméniennes et le Parti républicain au pouvoir n'étaient pas exagérés. «Prendre parti pour un côté aurait été dangereux», juge Arkadi Doubnov, un expert indépendant de l'Asie centrale et du Caucase. Dans l'esprit du Kremlin, un changement par la rue ne pouvait provenir que de «l'extérieur». Or, cette fois, le pouvoir russe a dû renoncer à cet évangile.»

Les manifestations ont beau, en effet, avoir été scrutées à la loupe, aucune trace d'une supposée ingérence occidentale n'a été détectée. «Pas de Nuland avec des croissants», concède le député Kalachnikov, en référence à la diplomate américaine Victoria Nuland, qui avait distribué des vivres aux manifestants ukrainiens, à Kiev, en 2014.

L'émergence en Arménie d'une nouvelle figure politique énergique, indépendante des oligarques russes, représente un

«Pachinian sera contraint au compromis, car le Parti républicain contrôle encore tout»

ARKADI DOUBNOV
expert indépendant de l'Asie centrale et du Caucase

défi pour Moscou et le signe, contrariant, que le Kremlin ne parvient pas à fédérer autour de lui les anciens alliés soviétiques. «Ses ambitions en opposition avec l'Occident, en Syrie, sont incompatibles avec les anciennes républiques d'URSS qui doivent au contraire s'ouvrir au monde, alors que la Russie se ferme. C'est une contradiction vitale», analyse Arkadi Doubnov.

Les relations diplomatiques entre la Russie et la Géorgie n'ont pas été rétablies depuis la guerre éclair de 2008, elles sont au niveau le plus bas avec l'Ukraine, et même avec le Kazakhstan, le ciel n'est pas aussi radieux que souhaité. En annonçant, il y a peu, un régime sans visa pour les ressortissants américains, Astana a provoqué la consternation de Moscou. Inutile, donc, d'ajouter l'Arménie au tableau. D'autant que la partie n'est peut-être pas finie. «Vous connaissez le syndrome de Koutouzov, quand le général russe a laissé Napoléon prendre Moscou avant de le vaincre? Pachinian sera contraint au compromis, car le Parti républicain contrôle encore tout», souligne M. Doubnov. Le député Kalachnikov ne dit pas autre chose: «Si Pachinian est élu le 8 mai, il devra présenter un plan de sortie de crise.» Avec une majorité inchangée. ■

ISABELLE MANDRAUD

Vladimir Poutine réinvesti, Alexeï Navalny devant les juges

L'opposant russe Alexeï Navalny a été relâché, dimanche 6 mai, au lendemain des manifestations contre «le tsar Poutine». Il devrait être présenté dans quelques jours devant un juge, selon son avocate. Samedi, plus de 1 600 manifestants, dont

M. Navalny, avaient été interpellés, souvent de façon musclée, par les forces de sécurité dans plusieurs villes de Russie, dont 700 à Moscou. Ils entendaient protester contre l'investiture officielle pour un quatrième mandat, lundi 7 mai, de Vladimir Poutine, réélu président avec 76,7 % fin mars. L'Union européenne et des ONG ont dénoncé le recours à la force.